

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 43 (2016)
Heft: 3

Artikel: L'État islamique recrute en Suisse
Autor: Herzog, Stéphane / Davolio, Miryam Eser
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-911766>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'État islamique recrute aussi en Suisse

Les autorités suisses ont recensé une septantaine de départs pour le djihad, un chiffre plus bas en proportion qu'ailleurs en Europe. Le maillage social helvétique serait à même de prévenir des départs, estime Miryam Eser Davolio.

STÉPHANE HERZOG

Depuis 2001, le Service de renseignement de la Confédération a recensé 73 «voyageurs du djihad», dont 58 ont rejoint la Syrie et l'Irak, la terre de l'État islamique. Qui sont ces Suisses ou ces résidents en Suisse? Que faire pour éviter une telle rupture avec leur pays d'attache? Et comment traiter ceux qui reviennent? Entretien avec Miryam Eser Davolio, docteure en sciences de l'éducation, qui a dirigé en 2015 une étude pluridisciplinaire sur les processus de radicalisation djihadiste en Suisse. Elle est professeure au Département de travail social de la Haute école spécialisée de Zurich.



Miryam Eser Davolio

grandi dans des familles sécularisées. Les jeunes radicalisés accusent parfois leurs parents d'être de mauvais croyants. Ceux-ci sont désemparés face à ce discours.

Quelles sont les motivations des djihadistes suisses?

Elles sont diverses, mais l'engagement est souvent plus idéologique ou politique que religieux. Cette dernière

motivation est surévaluée. Les candidats décrivent un monde dichotomique: il y a le monde musulman d'un côté et celui de l'Occident de l'autre, dont les valeurs, jugées décadentes, doivent être combattues. Les djihadistes se décrivent comme des victimes d'un système où des forces cachées – l'Amérique, les Juifs, les Européens, etc. – viseraient la destruction de tous les Musulmans.

Revue Suisse: Qui sont ces Suisses qui partent risquer leur vie pour l'État islamique?

Miryam Eser Davolio: Les profils sont très hétérogènes. Il est donc impossible de généraliser.

S'agit-il de gens très jeunes?

Contrairement à ce qui se passe ailleurs en Europe, nous avons des gens âgés entre 25 et 35 ans. C'est moins jeune et moins féminin qu'ailleurs, même s'il y a eu ce cas d'une fille de 15 ans partie pour la Syrie avec son frère âgé de 16 ans.

Une majorité des partants sont bien de confession musulmane. C'est un point commun, non?

Oui, c'est vrai: quatre cinquièmes des partants sont de confession musulmane. Le restant est composé de convertis. Ce chiffre est surreprésenté par rapport à la réalité, puisqu'en Suisse le nombre de conversions est rare. On voit aussi que les candidats au départ ont souvent

Beaucoup de gens ne le savent pas, mais il y a aussi des Suisses qui se joignent à l'EI.

Photo Keystone



L'État islamique fonctionnerait comme une utopie?

Oui, dans le sens où il représente un État qui serait plus juste, plus cohérent. La lutte contre Bachar El Assad est aussi idéalisée.

Pour certains analystes, les attentats du 13 novembre 2015 à Paris, où des jeunes Européens ont tiré contre d'autres jeunes, marquerait un recul du soutien à l'EI. Qu'en pensez-vous? Et cela a-t-il eu un impact en Suisse?

Je suis assez d'accord. Alors qu'avec les attentats de janvier 2015 contre Charlie Hebdo il y avait encore des voix pour les légitimer, les actes terroristes récents ont accru la coopération. En Suisse, des Musulmans, des jeunes aussi, se montrent désormais plus enclins à signaler des faits suspects. Ils sont plus attentifs à des signaux de radicalisation chez une personne. C'est arrivé récemment: des gens m'ont appelé pour me dire que leur patron envoyait de l'argent à l'EI, via des fondations. Nous les avons mis en contact avec la police.

La Suisse, terre de recrutement pour le terrorisme: c'est un choc, non?

Oui. Même si proportionnellement ce phénomène est moins fort qu'ailleurs, c'est toujours trop. Je crois cependant qu'il est plus dur de recruter des djihadistes en Suisse. L'intégration des minorités est meilleure ici qu'ailleurs en Europe. La société civile dispose de liens qui permettent la coopération entre ses différents organes. Typiquement, dans les cantons, des échanges ont lieu avec la plupart des mosquées, également pour assurer leur propre sécurité. Dans les écoles, il y a un travail qui est réalisé auprès des jeunes autour de la tolérance, du respect, etc. La prévention de la violence fonctionne grâce à une coopération entre des travailleurs sociaux et la police. C'est très important. Cela m'a beaucoup étonné que Abdeslam

Salah, qui a participé aux attentats parisiens de novembre 2015 ait pu vivre trois mois durant dans son quartier de Molenbeek, à Bruxelles. Des gens l'ont reconnu, mais personne n'a agi. Cela me semblerait impossible en Suisse.

Que faire des personnes qui reviennent en Suisse après un passage dans l'EI?

Il y a un processus juridique qui s'enclenche, mais je pense qu'il faut aussi travailler sur les attitudes et les convictions des gens et s'intéresser aux traumatismes. Les retournés peuvent avoir pris de la distance avec leur engagement en Syrie ou en Irak, mais de façon ambivalente. Nous sommes allés voir des prisons. Celles-ci font de la gestion des risques et possèdent des thérapies. C'est bien.

Un attentat est possible

Pour Frédéric Esposito, directeur de l'Observatoire universitaire de la sécurité à Genève, la fascination pour l'État islamique, qui va croissant, concerne aussi la Suisse. Le pays n'a jamais été touché par des actes terroristes, mais il ne bénéficierait plus d'un statut d'exception. «Daech ne différencie plus la Suisse de la France, car la Suisse a proposé ses bons offices dans la crise syrienne», analyse le Genevois. Un attentat sur sol suisse est donc possible, mais quel est le degré de ce danger? «Seul Genève, par exemple, s'est dotée d'une échelle de danger face au terrorisme, qui compte quatre niveaux. Il faudrait un système national; celui-ci nécessiterait des décisions conjointes des cantons.» «Arrière-plan de la radicalisation djihadiste en Suisse». Haute école spécialisée de Zurich. Septembre 2015.

Faut-il développer des programmes spécifiques? C'est un point qui est actuellement discuté.

Quels sont les moyens de freiner ou d'empêcher des départs?

Internet joue souvent un rôle dans les départs. S'y ajoutent des contacts avec des «tuteurs» religieux, rencontrés pas forcément dans des mosquées, mais dans des bars, des appartements des clubs de fitness, là où des jeunes

passent du temps. La lutte sur internet est complexe, car il est impossible de contrôler toutes les sources de la propagande. On pourrait imaginer des contre-récits, comme l'a fait le Gouvernement français avec un clip contre le djihad. D'une part, il faut se concentrer sur la langue comme vecteur de communication. Par ailleurs, il faut convoquer d'autres institutions, non-gouvernementales, jugées plus «crédibles». Ainsi cet appel de 120 religieux musulmans, s'érigeant en faux contre le djihad.

Quel discours tenir face à une personne en phase de radicalisation?

Une façon de faire est d'aborder avec elle des questions sur les valeurs, la politique, les conflits. Si la personne classe le monde de façon simpliste, par exemple entre croyants et mécréants, c'est un premier signe. Si l'individu trouve que la violence est légitime contre ces ennemis, alors il y a radicalisation. Dans ce cas, le travail sera long. Il faut impliquer des experts, des parents, un frère, un oncle. Il s'agit de montrer au candidat au djihad qu'il est accepté par les autres, mais sans qu'on soit d'accord avec lui.

Comment casser l'endoctrinement?

Le but est de faire réfléchir la personne. Si un individu estime que toutes les guerres visent les Musulmans, on peut lui démontrer que ce n'est pas le cas, en citant par exemple l'intervention de l'OTAN au Kosovo.

STÉPHANE HERZOG EST RÉDACTEUR
À LA «REVUE SUISSE»